

Laïcité : Blanquer menace les professeurs

6-8 minutes

JM Blanquer montre son vrai visage. "Transmettre les valeurs de la République" ou "quitter l'enseignement". Le ministre de l'éducation nationale a énoncé une nouvelle règle d'interdiction professionnelle le 19 octobre durant la première journée de formation à la laïcité organisée par son ministère. Ses menaces confirment la conception particulièrement excluante de la laïcité que porte JM Blanquer et son opposition avec la culture professionnelle des enseignants. Il ne s'agit pas de défendre la laïcité mais d'imposer la version du ministre qui, par ailleurs, est un fervent soutien du catholicisme dans son ministère. "L'école de la confiance" était bien un leurre. Ces propos font réagir des enseignants.

"Sortez de ce métier"



"Lorsqu'on devient professeur, on devient fonctionnaire.

Lorsqu'on est fonctionnaire de la République, on connaît les valeurs de la République et on les transmet", déclare Jean-Michel Blanquer le 19 octobre. "Si quelqu'un a un problème avec les valeurs de la République, ça peut être possible sur le plan démocratique, en tant que citoyen français, par contre ce n'est pas possible en tant que fonctionnaire de la République... Si vous devenez professeur, vous transmettez les valeurs de la République. Et si vous ne les transmettez pas et si même vous militez contre les valeurs de la République, éventuellement sortez de ce métier, parce que vous vous êtes trompés à un moment donné". Et JM Blanquer précise encore la menace : "Cela n'a peut-être pas été assez clair dans le présent et le futur, au travers de la formation comme de la gestion de la carrière des personnes".

Une conception excluante de la laïcité

Prononcé devant les futurs formateurs à la laïcité et devant les cadres du ministère, les propos de JM Blanquer sont une nette incitation à veiller à l'orthodoxie des enseignants en matière de laïcité. Le ministre a d'ailleurs aussi mis l'accent sur le signalement des "incidents".

Ces propos sont tenus lors de la première des deux journées nationales de formation à la laïcité organisée par le ministère. Des journées où défilent les membres du "conseil des sages de la laïcité" créé par le ministre, du moins ceux qui sont dans la ligne idéologique de JM Blanquer. La seconde journée, le 20 octobre, voit une série de tables rondes composées des membres du conseil et d'institutionnels.

Ce stage de formation, destiné aux 1000 formateurs aux "valeurs de la République" qui auront ensuite à intervenir dans les établissements, reflète la conception particulière de JM

Blanquer sur la laïcité.

On n'est évidemment pas dans une laïcité mise en débat ou dans une laïcité du vivre ensemble. L'accent est mis sur la conformité et le signalement. On est dans une laïcité du soupçon, du signalement, de l'exclusion.

Une conception effectivement opposée à la culture professionnelle des enseignants qui est de "pédagogiser les dites « valeurs de la République » – en fait les valeurs au fondement de nos démocraties –, plutôt qu'attendre les écarts pour les sanctionner et claironner les sanctions", [comme le dit si bien Françoise Lorcerie](#).

Maccarthysme

Mais une étape supérieure est franchie le 19 octobre avec l'annonce d'une exclusion des enseignants qui pourraient dévier de la conception ministérielle. Les propos de JM Blanquer appellent à une chasse aux sorcières à l'image du maccarthysme.

"Une étape nouvelle est franchie qui semble en appeler, cette fois-ci, à une épuration de la fonction publique", estime [Paul Devin](#), inspecteur de l'éducation nationale et syndicaliste Snpi-Fsu. " Les statuts de 1946 et de 1983 ont cherché à construire une dialectique des droits et des obligations qui permet l'existence de fonctionnaires citoyens. Y renoncer, nous ramènerait vers le statut d'avant, celui de 1941 qui définissait la discipline des subordonnés comme une soumission nécessaire, une obéissance pleine et entière. « Plus d'angles morts », a dit le ministre cet après-midi pour caractériser le nouvel état d'esprit qui devra être engendré par les formations à la laïcité lancées aujourd'hui".

Un ministre pas exemplaire en matière de laïcité

JM Blanquer n'est pourtant pas exemplaire en matière de laïcité. Le budget 2022 qu'il va présenter à l'Assemblée le 20 octobre [fait la part belle à l'enseignement privé](#), très majoritairement catholique. Son budget augmente beaucoup plus que ceux du 1er ou du 2d degré publics. C'est aussi JM Blanquer qui a pris l'initiative de faire bénéficier plusieurs établissements catholiques [des fonds dédiés à l'éducation prioritaire](#) grâce à la nouvelle politique de contrats locaux qu'il a lancés et qui permettent de donner des fonds à des établissements qui n'ont pas la composition sociale permettant normalement d'y prétendre. Enfin la scolarisation obligatoire à 3 ans, principale mesure de la loi Blanquer n'a pas changé le destin des enfants non scolarisés à Mayotte, en Guyane ou même en métropole. Elle a eu comme seul effet [la prise en charge par les communes des frais des écoles maternelles catholiques](#) dans les mêmes conditions que les maternelles du public. 100 millions sont budgetés à ce titre dans le budget 2022 pour être reversés aux communes par l'Etat. JM Blanquer n'a rien changé dans les départements où la loi de 1905, base de la laïcité, n'est toujours pas appliquée.

Cela confirme que la conception ministérielle de la laïcité est parfaitement compatible avec la défense du catholicisme. Elle semble surtout utile pour désigner des adversaires uniquement situés à sa gauche et vite qualifiés de "wokistes" ou "d'islamo-gauchistes" par JM Blanquer. JM Blanquer aurait bien du mal à mettre en application les menaces lancées le 19 octobre.

Quelques jours après [la création de son mini parti](#), ces propos servent surtout à alimenter son personnage politique. JM Blanquer croit en son destin politique. Il le construit à la droite de la droite.

Sur les réseaux sociaux, la déclaration ministérielle fait réagir

des professeurs qui soulignent l'écart entre la laïcité et les idées et les actes du ministre. "L'école de la confiance" vantée pendant 4 ans par JM Blanquer aura bien été un leurre.

François Jarraud